

Nous avons aussi proposé plusieurs méthodes, suggérant notamment que les groupes paramilitaires pourraient eux-mêmes neutraliser leurs armes, sous validation d'une commission internationale³. David Angell a joué un rôle clé en ce qui concerne le choix et le libellé des principes et méthodes du désarmement, qui ont été acceptés par les deux gouvernements et ont formé la base du mandat de la commission de la démilitarisation lors de sa création un an plus tard.

Le comité international a présenté son rapport aux gouvernements à la fin de janvier 1996, puis a été dissoute. Mitchell, Holkeri et moi-même sommes rentrés chez nous. L'IRA s'est offusquée de la façon dont, à son avis, John Major a réagi à notre rapport, et elle rompu son propre cessez-le-feu en perpétrant un attentat à la bombe dans le quartier londonien des Docklands quelques semaines plus tard. Il a été suivi d'attentats semblables à Manchester et d'attaques contre des installations militaires et policières en Irlande du Nord. Cependant, malgré cette reprise de la violence par l'IRA, John Major et John Bruton ont persévéré dans leur intention de tenir des pourparlers, et annoncé que ceux-ci allaient commencer quatre mois plus tard, soit en juin. Ils nous ont demandé, à Mitchell, Holkeri et moi, de revenir présider ces pourparlers impliquant les deux gouvernements. Et comme l'IRA avait rompu le cessez-le-feu, le Sinn Fein allait être exclu des négociations.

Outre les deux gouvernements et trois coprésidents étrangers, neuf partis politiques ont été invités à prendre part au processus : trois unionistes, deux loyalistes et trois non alignés. La question qui se posait dès le départ était de savoir si les partis unionistes allaient se présenter. Il ne pouvait y avoir de pourparlers sans leur participation. Les unionistes n'avaient cessé de répéter qu'ils ne participeraient pas aux discussions tant que les groupes paramilitaires n'auraient pas commencé à désarmer, et cela ne s'était pas encore produit. Quand les pourparlers ont commencé en juin, les partis unionistes ont d'abord refusé de rester à la table des négociations. Mais David Trimble, leader de la plus importante formation politique en Irlande du Nord, le Ulster Unionist Party (UUP), a accepté de participer si les pourparlers pouvaient être considérés comme non officiels jusqu'à ce qu'un ordre du jour et des règles de procédure acceptables par toutes les parties aient été adoptés. Peu après, les deux autres partis unionistes, soit le Democratic Unionist Party (DUP), dirigé

³ *ibid.* VI. Paragr. 36 à 50 incl.